

Les mille sources de la Colère

N° 183

mars 2026

Edito

C'est maintenant devenu un sujet récurrent, à l'ordre du jour du Comité Social d'Administration de Réseau du 16 février figurait la stratégie Intelligence Artificielle de la DGFIP. Au menu :

- Un inventaire partiel des projets déjà connus et bien installés, de la programmation du contrôle fiscal (CFVR) au foncier innovant (détections des piscines et aussi maintenant du bâti isolé), en passant par le contrôle de la dépense (TAAP), l'analyse prédictive des finances locales ou l'analyse des amendements au PLF.
- Un indigent Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES) du numérique à la DGFIP.
- Des recommandations pour les agents, leur encadrement et les concepteurs d'outils IA, car une chose est certaine pour la DG : il va falloir que tout le monde s'y mette, qu'on le veuille ou non !

À la DGFIP comme partout ailleurs l'IA est présentée comme un fabuleux progrès technique, son développement à tous les niveaux comme inéluctable :

Peu importe qu'il faille exploiter des armées de travailleurs du clic à Madagascar ou ailleurs (car non, l'IA n'est pas magique). Peu importent sa consommation d'eau, le gouffre énergétique qu'elle représente et la flambée des prix des composants qu'elle entraîne.

Peu importent les milliards dépensés, et donc les coupes budgétaires qu'il faudra faire ailleurs.

Peu importent la perte de sens au travail, la dégradation du service public et les exclus du tout numérique.

L'irruption soudaine de l'IA dans tous les domaines n'est pas une évolution naturelle et ne correspond à aucun besoin de la société. L'arbre des quelques bénéfices avérés (diagnostic médical...) ne doit pas cacher la forêt des conséquences sociales, sociétales, environnementales, des applications militaires qui font froid dans le dos et du renforcement de la surveillance généralisée.

L'IA est imposée par ceux qui la vendent, et soutenue par ceux qui y voient une promesse de rentabilité accrue ou de pouvoir et de contrôle. Elle est particulièrement promue, et ce n'est pas un hasard, par les régimes autoritaires où l'humain n'est plus qu'un numéro, une variable d'ajustement, un outil de production.

Pour la CGT Finances publiques il est urgent de porter un autre regard. Ces choix techniques sont avant tout politiques et soutiennent une certaine vision de la société et du service public qui n'est pas la nôtre. Écouter les agents sur leurs besoins en matière d'outils comme d'organisation du travail, c'est ce que font les militants CGT au quotidien. Ainsi nous pouvons affirmer que ce que les personnels veulent ce n'est pas de l'IA, mais des moyens pour bien travailler. Des moyens humains pour travailler sans pression et s'épanouir dans la satisfaction du travail bien fait. Des outils informatiques fiables qui leur facilitent le travail, vraiment conçus pour et avec eux. Un management qui les épaula et reconnaît leur travail collectif à sa juste valeur.

La CGT ne s'oppose pas au progrès technique, mais le conditionne au progrès social.

Le progrès ne doit pas servir à supprimer des emplois et intensifier le travail. Nous ne voulons pas travailler plus vite, nous voulons travailler mieux, plus nombreux, et moins longtemps. Il n'est pas acceptable que de telles transformations du travail se fassent sans écouter les premiers concernés : Les personnels !

L'humain, toujours l'humain !

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI<<

Contacts

mail cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 06 19 30 22 37

La passerelle

Connaissant son amour pour les chantiers et la maçonnerie, d'aucuns auraient pu penser que notre Numéro 1 postulât pour un poste de régisseur à Montauban. Que nenni, c'est bien le poste de Numéro 1 Local qu'il rejoignit.

Le bâtiment reconnaissant.

Salauds de pauvres

Plusieurs collègues se voient rappelés sans aucune délicatesse des indus de traitements, à rembourser très vite, avec des erreurs de prélèvements et sans explication, justification probante ni même formule de courtoisie. Ah, l'intelligence artificielle, me direz-vous, Non, non, Une simple déshumanisation généralisée des ressources humaines où les interlocuteurs locaux n'ont même plus la main pour analyser les cas des collègues. De l'indus...triel !

Manque de distinction

Un de nos anciens Numéro 1 émérite a fait valoir ses droits à la retraite. Contrairement à certains de ses comparses, il n'a pas été fait chevalier de la Légion d'Honneur, malgré un investissement notable dans la destruction de la DGFIP. Un parapluie en guise de cadeau de départ, au moins ce n'était pas un parachute doré !

Soleil voilé

Sombre mois de février pour les utilisateurs d'Hélios, à l'arrêt, nous dit on, car un serveur étant chancelant il a été décidé de bloquer le second. Fidèle à ses capacités d'assistance, la DG a pris le temps de partager une FAQ absolument pas lunaire: l'expertise est en cours! Tout aussi rassurant le sort réservé aux collègues en chômage technique : Pas d'ASA en cas de dysfonctionnement applicatif, les agents pouvant être invités à user de leur large contingent de congés payés et autre ARTT. Souvenez-vous : Les alizés soufflent toujours dans le même sens...

De la bonne pratique de l'informatique

N'hésitez pas à signaler en SPAM tout e-mail indésirable, notamment ceux faisant de la retape pour l'observatoire interne.

Saine lecture

Numérobis est déjà un lecteur assidu du MSDLC et ne manque pas de se plaindre de son contenu. Merci pour ses encouragements.

PUCifiés

La destruction du PCE s'accompagne du transfert de 2 cadres B, un par SIE non rayé de la carte, à ce jour. On en a vu d'autres, me direz-vous. Néanmoins une question se pose, et pour les collègues de toutes les structures : Où allez-vous finir quand il n'y aura plus assez de services départementaux pour absorber toutes les fermetures ? Pas certain qu'il y ait assez de Centre De Contact ni de Pôle Spécialisé dans le coin.

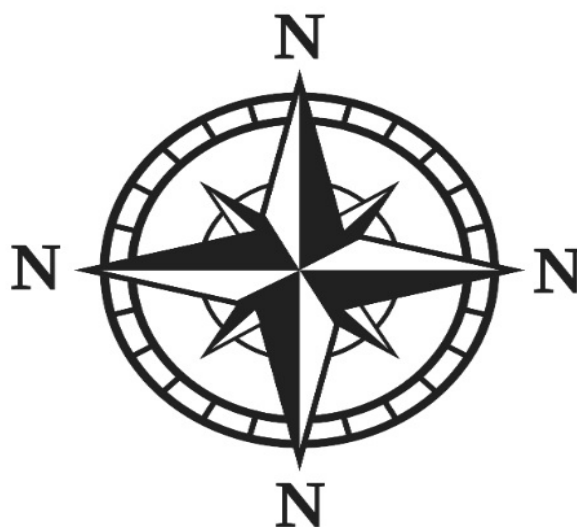
Employé du mois

Pris la paille dans le saladier de farine, le DRFIP de Paris a été contraint de quitter précipitamment ses fonctions, mais avec maintien de salaire. En attendant la retranscription de ses exploits dans le prochain livre d'or des sanctions, nous vous laissons deviner si la peine avait été la même pour le commun des agents de la DGFIP. En tout cas il semble hors de cause dans la fuite des données FICOBA. C'est déjà ça !

En Demi-Pension

La Direction a tenté de mettre les petits plats dans les grands lors des réunions EDP, les fameux Espaces de Dialogue Professionnels. Les retours sont mitigés et les agapes ne semblent pas avoir fait passer le goût d'amertume d'une partie de nos cadres qui voient de nouveaux plats s'ajouter à la carte, rendant le service encore plus long et indigeste. Nous le savons depuis longtemps, la sauce Bercy consiste à tirer la nappe à soi, sans se soucier de qui reste sur sa faim : Si c'est lourd ce n'est pas grave, la même tambouille sera servie jusqu'à ce que cela passe !

La boussole du manager



UN OUTIL DGFIP